

*L'Adresse—M. O'Connell*

créatrice et progressiste. Ce que le premier ministre refuse d'admettre, c'est que chaque nation, chaque peuple doit être souverain. Il affirme, et notre propre histoire lui donne raison, que différents peuples peuvent vivre dans le même État et occuper le même territoire et que notre État fédéral tend vers cet objectif enrichissant. Permettez que je cite un article que le premier ministre a déjà écrit sous le titre: «Le fédéralisme et la société canadienne-française».

[Français]

Ce n'est pas l'idée de nation qui est rétrograde, c'est l'idée que la nation doit nécessairement être souveraine.

[Traduction]

Telle est sa position à l'égard du nationalisme. Pour perpétuer l'État fédéral canadien en tant que réalité canadienne, il faut redéfinir immédiatement certains termes de l'union tout en réglant nos problèmes économiques. Il ne suffira pas de résoudre uniquement les problèmes économiques, car il ne faut pas oublier que le mouvement indépendantiste a grandi au cours des quinze dernières années, une des périodes de croissance et d'expansion économiques les plus heureuses de notre histoire. Ce mouvement a grandi pendant de bonnes et de mauvaises années. Certes, le fait de relancer l'économie, de combattre l'inflation, de construire de nouvelles maisons et de résoudre le problème du chômage supprimera, en effet, bien des causes de mécontentement et de division. Mais des causes encore plus fondamentales nous poussent vers cette issue historique. Nous arrivons à un tournant que nous pouvons prendre heureusement à condition d'envisager carrément la question fondamentale—je ne dis pas que le leader du Nouveau parti démocratique ne l'envisage pas—et non pas de chercher à résoudre toutes les autres questions ordinaires ou traditionnelles auxquelles nous devons également faire face.

Hier, dans son discours, le premier ministre a signalé qu'en vingt ans, soit entre 1951 et 1971, le revenu réel des Canadiens avait plus que doublé. C'est-à-dire, compte tenu de l'inflation et des impôts, le niveau de vie, le pouvoir d'achat—qu'on l'exprime n'importe comment—le revenu réel, a doublé. Ce que je veux faire ressortir, c'est que nous pouvons tout recommencer. Nous avons parfaitement les possibilités de le faire, mais en vertu des politiques industrielles actuelles. Nous n'avons pas encore le cadre de la politique voulue pour tout recommencer, ni le meilleur type d'organisation industrielle pour ce faire et c'est de ces questions que je veux maintenant parler.

[Français]

L'industrie canadienne, et plus particulièrement le secteur de l'industrie manufacturière, fait face à un problème grave, plus alarmant et plus persistant encore qu'un cycle économique, et plus inquiétant que les taux élevés d'inflation et de chômage qui contribuent toutefois à son aggravation. Je veux parler de cette érosion profonde et à long terme des forces, érosion qui ne sera enrayerée ni en contrôlant le taux d'inflation, ni par le développement poussé des ressources, ni par la construction d'un pipe-line, ni par les lancements de grands projets dans le domaine de l'énergie, ni par la croissance accélérée de notre secteur tertiaire qui est déjà très considérable. Cet affaiblissement se traduit par une diminution constante de notre pouvoir concurrentiel au niveau international en raison du coût élevé des produits, d'une productivité insuffisante—le très honorable premier ministre a déjà dit cela dans son

[M. O'Connell.]

discours hier—et aussi à cause d'une trop grande dépendance à l'égard de la technique. Ce déclin se manifeste par une perte de vitesse constante sur le marché intérieur, tant en ce qui concerne les produits de technologie courante que ceux de technologie avancée.

Ce n'est pas en imposant des mesures de contrôle sur les prix et les salaires, en créant de nouveaux stimulants budgétaires, ni en réduisant le cours du dollar que nous réglerons les problèmes fondamentaux, bien que ces mesures puissent en maquiller les tendances profondes. Dans la conjoncture actuelle, nous ne pouvons pas accepter cette tendance à la baisse du secteur industriel. Au cours des prochains mois, nous devons mettre au point une stratégie économique qui amorcera le passage de la majeure partie de l'industrie manufacturière canadienne à une base technique plus efficace. Seule l'amélioration de cette assise nous permettra de poursuivre et de gagner la bataille que nous menons pour accroître notre productivité et juguler la montée des coûts tout en maintenant notre concurrence sur les marchés internationaux.

• (1552)

[Traduction]

Le Conseil des sciences du Canada conclut que le secteur manufacturier se trouve dans une impasse. Il connaît un ralentissement relativement long, une phase de désindustrialisation. Un comité sénatorial au cours de cette législature a constaté que la faiblesse générale du secteur manufacturier canadien a atteint un point critique. Je voudrais proposer à mes collègues et à la Chambre certains éléments d'une stratégie industrielle en fonction des questions qui se poseront au cours de la prochaine décennie. Tout d'abord, le gouvernement et les Canadiens doivent chercher à étendre le secteur manufacturier et à le rendre viable dans l'économie mondiale. Je ne crois pas que nous cherchions à atteindre cet objectif actuellement. Cela signifie que nous devons opérer un redressement.

Il incombe au gouvernement fédéral d'établir d'ici un an les grandes lignes d'une politique visant à appuyer cet engagement. Il faudra tenir des consultations avec les provinces, les syndicats et le monde des affaires qui seront aussi urgentes et importantes que celles qui ont trait à la situation politique au Canada.

Au Canada, l'industrie manufacturière représente une plus petite partie de l'activité économique que dans tout autre pays industrialisé. Pourtant, il ne fait aucun doute que, de tous les pays industrialisés, le Canada est celui qui est le plus susceptible d'augmenter sa productivité en mettant en circulation davantage de produits manufacturés. Les gouvernements doivent travailler de concert avec les principaux partenaires économiques pour mettre en place la politique d'ensemble et la réorganisation industrielle qui doivent nous permettre de doubler nos revenus réels au cours des vingt prochaines années.

Deuxièmement, nous devons choisir les secteurs industriels qui ont le meilleur potentiel et leur consacrer la majeure partie de nos efforts, sans pour cela négliger les autres secteurs, mais en encourageant et en poussant les premiers. Les secteurs qui nous viennent tout naturellement à l'esprit sont les transports, les communications, les télécommunications, les nouvelles industries océanographiques, la pétrochimie, les matières plastiques et l'énergie, pour ne mentionner que les plus évidents.

Comment faire pour que ces secteurs dont les produits font face à la concurrence internationale puissent s'affirmer? Pour